

Thomas Piketty: «On a besoin de réformes fiscales et sociales de fond. Pas de cette improvisation permanente»

7 juin 2015 à
18:56

Cécile DAUMAS et Philippe DOUROUX



Thomas Piketty, vendredi, dans son bureau de l'École normale supérieure, à Paris. (Photo Jérôme Bonnet)

L'économiste lance notre série d'interview et débats sur la politique économique.

Avec son livre *le Capital au XXI^e siècle* (le Seuil, 2013) vendu à plus d'un million d'exemplaires à travers le monde, Thomas Piketty est devenu une star planétaire de l'économie (1). Classé à gauche, il a conseillé des candidats socialistes à la présidentielle, donne un coup de main à Podemos... Dans son petit bureau de Normale supérieure situé aux portes de Paris, il affirme qu'il existe bien, quoi qu'on en dise, une alternative à la politique menée par François Hollande. A «*l'improvisation*» actuelle du gouvernement, il oppose deux niveaux de réforme : la fin de l'austérité, dit-il, passe par une zone euro rénovée, au fonctionnement plus démocratique. Puis, fidèle à sa marotte théorique, qu'il défend depuis des années, il rappelle qu'une réforme fiscale en profondeur permettra de financer notre modèle social.

Les derniers chiffres sur le chômage signent-ils l'échec de la politique de l'offre menée par Hollande depuis le début de son quinquennat ?

Le problème de Hollande, c'est surtout qu'il n'a pas de politique. La soi-disant politique de l'offre est une blague. En arrivant au pouvoir, Hollande a commencé par supprimer - à tort - les baisses de cotisations patronales décidées par son prédécesseur. Avant de mettre en place, six mois plus tard, le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), qui est une gigantesque usine à gaz consistant à rembourser avec un an de retard une partie des cotisations patronales payées par les entreprises un an plus tôt. Avec, au passage, une énorme perte liée à l'illisibilité du dispositif. Et maintenant, on envisage de revenir d'ici à 2017 à une baisse de cotisations. On a besoin de réformes fiscales et sociales de fond, pas de cette improvisation permanente. Et, surtout, on a besoin d'une réorientation de l'Europe. Le nouveau traité budgétaire ratifié en 2012 par Sarkozy et Hollande était une erreur, et doit être aujourd'hui dénoncé. On a voulu réduire les déficits trop vite, ce qui a tué la croissance. Même le FMI a reconnu ses erreurs sur l'austérité, mais Berlin et Paris persistent et signent. Il y a cinq ans, le taux de chômage en zone euro était le même qu'aux Etats-Unis. Il est aujourd'hui deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, qui ont su faire preuve de souplesse budgétaire pour relancer la machine. Nous avons transformé par notre seule faute une crise financière américaine privée - celle des subprimes - en une crise européenne des dettes publiques.

Une politique économique de gauche est-elle possible ?

Il y a toujours des politiques alternatives possibles. A condition de prendre un peu de recul et de faire un détour par l'histoire. L'idée selon laquelle il n'existe aucune alternative à la pénitence ne correspond à aucune réalité historique. On observe dans le passé des dettes publiques encore plus importantes que celles constatées actuellement, et on s'en est toujours sorti, en ayant recours à une grande diversité de méthodes, parfois lentes et parfois plus rapides. Au XIX^e siècle, le Royaume-Uni choisit la méthode lente, en réduisant par des excédents budgétaires, avec une inflation nulle, l'énorme dette publique - plus de 200 % du PIB - héritée des guerres napoléoniennes. Cela a marché, mais cela a pris un siècle, au cours duquel le pays a consacré davantage de recettes fiscales à rembourser ses propres rentiers qu'à investir dans l'éducation. C'est ce que l'on demande aujourd'hui à la Grèce, qui est censée dégager un excédent budgétaire de 4 % du PIB pendant les prochaines décennies, alors même que le budget total de tout son système d'enseignement supérieur est d'à peine 1 % du PIB. La France et l'Allemagne souffrent d'amnésie historique : en 1945, ces deux pays avaient plus de 200 % de PIB de dette publique, et ne l'ont jamais remboursé. Ils l'ont noyé dans l'inflation et dans les annulations de dettes. C'est ce qui leur a permis d'investir dans la reconstruction, les infrastructures et la croissance. Le traité budgétaire de 2012 nous fait choisir la stratégie britannique du XIX^e siècle : c'est une immense erreur historique, un acte d'amnésie extraordinaire. Actuellement, l'Europe consacre un minuscule budget de 2 milliards d'euros par an à Erasmus, et 200 milliards d'euros par an à se repayer des intérêts de la dette à elle-même. Il faut inverser cette stratégie absurde. Il faut mettre les dettes publiques dans un fonds commun et engager une restructuration d'ensemble, pour la Grèce comme pour les autres pays.

La gauche est accusée d'avoir lâché les classes populaires, le FN serait en train de les récupérer...

L'Europe s'est construite sur l'idée d'une mise en concurrence généralisée entre les pays, entre les régions, entre les groupes mobiles et les groupes moins mobiles, sans contrepartie sociale ou fiscale. Cela n'a fait qu'exacerber des tendances inégalitaires liées à la mondialisation, à l'excès de dérégulation financière. Des économistes, des intellectuels, des hommes et des femmes politiques disent aujourd'hui qu'il faut sortir de l'Europe. Y compris à gauche, où l'on entend : *«N'abandonnons pas la question de la sortie de l'euro, voire de l'Europe, à Marine Le Pen, il faut poser la question.»* Ce débat est légitime et ne pourra pas être éludé indéfiniment.

Un chantage à la sortie de l'euro serait-il efficace ?

Il est temps que la France, et en particulier la gauche française, dise à l'Allemagne : si vous refusez la règle de la démocratie dans la zone euro, à quoi ça sert d'avoir une monnaie ensemble ? On ne peut pas avoir une monnaie unique sans faire confiance à la démocratie, qui est aujourd'hui corsetée par des critères budgétaires rigides et par la règle de l'unanimité sur les questions fiscales. La force des classes populaires, c'est d'être nombreux : il faut donc changer les institutions pour permettre à des majorités populaires de prendre le pouvoir en Europe. Il faut arrêter de fonctionner avec cette espèce de directoire franco-allemand dans lequel Paris joue un rôle étrange. On a l'impression que la France ne peut décider de rien, alors qu'en vérité, rien ne peut se décider sans elle. Si on mettait ensemble nos parlements nationaux pour construire une véritable chambre parlementaire de la zone euro, chacun envoyant un nombre de représentants au prorata de sa population, je suis certain que nous aurions eu moins d'austérité, plus de croissance et moins de chômage. Cette Chambre parlementaire serait responsable pour décider démocratiquement du niveau de déficit et d'investissement public, ainsi que pour superviser la Banque centrale européenne, l'union bancaire et le Mécanisme européen de stabilité. Bien sûr, l'Allemagne aurait peur d'être mise en minorité dans une telle instance. Mais si la France, l'Italie, la Grèce, demain l'Espagne, faisaient une telle proposition de refondation démocratique et sociale de l'Europe, l'Allemagne ne pourrait s'y opposer indéfiniment. Et si elle s'y opposait, alors le discours en faveur de la sortie de l'euro deviendrait irrésistible. Mais pour l'instant, il n'y a rien sur la table.

Pour vous, une politique de gauche passe par l'Europe, mais aussi par la France...

Il faut se battre pour changer l'Europe. Mais cela ne doit pas empêcher de mener en France les réformes de progrès social que nous pouvons conduire tout seuls. Nous pouvons engager en France une réforme fiscale de gauche, mais là, on a très mal commencé en votant, fin 2012, une augmentation de la TVA, alors même que le Parti socialiste n'a cessé de dire, quand il était dans l'opposition, que l'augmentation de la TVA est la pire des solutions. Le financement de notre protection sociale repose trop fortement sur les salaires du secteur privé. Pour la droite, la bonne solution est d'augmenter indéfiniment la TVA, qui est l'impôt le plus injuste. L'alternative de gauche est de financer notre modèle social par un impôt progressif pesant sur tous les revenus (salaires du privé, salaires du public, pensions de retraites, revenus du patrimoine), avec un taux qui dépend du revenu global.

Contrairement à ce que l'on entend parfois, la CSG progressive est parfaitement constitutionnelle : elle existe déjà pour les retraités, et peut être étendue dans les mêmes conditions aux salaires et aux autres revenus. Autre réforme de gauche : les retraites. Notre système est extrêmement complexe avec des dizaines de caisses de retraite qui font que les jeunes générations ne comprennent rien à ce que seront leurs droits futurs. Une réforme de gauche, une réforme progressiste sur les retraites serait d'unifier, pour les jeunes générations, pas pour ceux qui s'apprêtent à partir à la retraite, tous les régimes publics, privés, non salariés, avec une même cotisation pour toutes ces activités et des droits identiques. Une politique de gauche consisterait à refonder un régime de retraite universel où ce sont les systèmes qui s'adaptent aux trajectoires professionnelles des personnes et pas l'inverse. Dans tous ces domaines, le gouvernement est à des années-lumière d'engager la moindre réforme.

Quand est-ce que vous devenez ministre de l'Economie ?

Je n'ai aucun goût pour les petits fours. Ce qui me semble plus intéressant, c'est de contribuer, à la place qui est la mienne, de faire bouger l'opinion dominante en participant au débat public. C'est comme ça que les choses changent. La politique ne devrait pas être un métier. On en paie aujourd'hui les conséquences. Nous sommes gouvernés par des personnes qui confondent la rhétorique et la réalité.

(1) Il est aussi chroniqueur à *Libération*.

Jean Tirole : «La concurrence peut servir la gauche»

8 juin 2015 à
19:16

Etienne WASMER Professeur à Sciences-Po et Jean TIROLE Prix Nobel d'économie, président de l'école d'économie de Toulouse



Jean Tirole lors de son discours de prix Nobel, en décembre à Stockholm. (Photo AFP)

Pour le prix Nobel français Jean Tirole et l'économiste Etienne Wasmer, pour sauvegarder le modèle social français, le système éducatif, le système de santé publique, la gauche doit remettre en cause une vision simpliste des mécanismes économiques.

Après Jean Tirole, Prix Nobel d'économie, et Etienne Wasmer, professeur à Sciences-Po, proposent, à une gauche qui semble paralysée en attendant que la croissance advienne et que le chômage baisse enfin, une autre vision d'une politique économique. Les derniers chiffres montrent que l'inversion de la tendance n'est pas pour demain : 3,536 millions de chômeurs en avril, + 0,7 % sur un mois, + 5,1 % sur un an. L'OCDE évoque 2015... Pourtant, tous les paramètres semblent au vert : un euro au plus bas, un pétrole autour de 60 dollars et des taux d'intérêt historiquement bas. Résultat : une croissance de 0,6 % au premier semestre.

Etre progressiste au XXI^e siècle, c'est partager un socle de valeurs et d'objectifs redistributifs. Si l'effort et l'initiative, créateurs de richesse collective, doivent être encouragés et récompensés, le manque d'opportunités, les discriminations, les conséquences des ajustements économiques, les mauvaises régulations pénalisent souvent les individus les plus fragiles et doivent être combattus, et la solidarité doit opérer : ceux touchés par la malchance doivent être aidés par la société. Malheureusement, par méconnaissance ou par réflexe, les discours publics semblent parfois accorder plus d'importance à la présence des différents «marqueurs» d'une politique

progressiste qu'à sa capacité réelle à atteindre ses objectifs fondamentaux.

Or, et c'est essentiel, de nombreuses politiques «redistributives» se retournent contre les bénéficiaires ciblés. Ou parfois, elles n'ont qu'un impact minime sur ces derniers et coûtent très cher à la société, menaçant à terme le système social auquel nous sommes attachés. En ce sens, l'idéal progressiste conduit à battre en brèche nombre d'idées reçues, thème que nous voudrions illustrer ici.

Première idée reçue : la concurrence desservirait l'idéal progressiste. A titre d'exemple, prenons le secteur des taxis dans les grandes agglomérations. Ceux-ci se sont opposés pendant des décennies à toute évolution de leur statut, protégeant la valeur de leur licence (certes souvent chèrement acquise lorsqu'elle est de deuxième main) et bloquant, quand il le fallait, les rues et les autoroutes pour dissuader toute velléité de réforme. Le monopole de fait de l'exercice du métier a conduit à un service globalement insatisfaisant, avec des tarifs très élevés et peu de taxis aux heures de pointe. Lorsqu'Uber est arrivé en France, le marché a profondément évolué en quelques mois : des jeunes chauffeurs, très souvent issus de l'immigration, très attentifs à la qualité de service, dont le trajet et la tarification sont traçables par l'usager et les pouvoirs publics, ont suscité une demande nouvelle et poussé les taxis traditionnels à s'adapter. Un service de meilleure qualité qui s'ouvre du côté de la demande aux classes moyennes et du côté de l'emploi aux jeunes issus de l'immigration, voilà une politique progressiste, qui, premier paradoxe, passe par une concurrence accrue.

Dans le domaine du logement, une politique visant à protéger les locataires en situation d'impayés est en apparence une politique généreuse. Mais les propriétaires-bailleurs, inquiets des impayés, sélectionneront sévèrement leurs locataires et écarteront les personnes en CDD et les jeunes en l'absence de riches garants. De même, s'il est entièrement légitime de protéger les locataires contre des hausses abusives de loyers en cours de bail, une politique de contrôle des loyers entre deux baux distincts finit toujours par produire un parc de logements pénurique et de pauvre qualité, qui touchera en premier lieu les plus fragiles économiquement. Des politiques de logement en apparence progressistes peuvent aisément se retourner contre les plus fragiles socialement. Deuxième paradoxe.

Dans le domaine du logement toujours, les aides au logement sont de facto le premier outil redistributif en France. Leur montant atteignait 17 milliards en 2013, nettement plus que le RSA et la PPE cumulés. Or, ces aides ont contribué à l'inflation des loyers, l'offre locative n'ayant pas suivi parce qu'on protège la rente foncière et limite les constructions en hauteur dans les grandes villes, là où elles seraient possibles. C'est une bonne nouvelle pour les propriétaires dont les revenus progressent grâce aux aides, mais ce n'est bien sûr pas le public visé par la politique. Les aides au logement, puissant outil réputé de gauche, ne profitent que peu à leurs destinataires et impliquent un coût élevé pour les dépenses publiques, au détriment d'autres usages des fonds publics. Troisième paradoxe.

En matière de marché du travail, une augmentation du coût net du travail au niveau du Smic a pour objet louable de compresser les inégalités salariales ; mais elle crée du chômage, en premier lieu chez les jeunes et les moins qualifiés. De nouveau, ce marqueur présumé d'une politique progressiste se retourne contre les bénéficiaires visés. On ne se pose pas toujours la question de savoir s'il n'existerait pas des politiques alternatives de redistribution qui ne décourageraient pas l'embauche. Des remarques analogues s'appliquent à la judiciarisation des licenciements, qui décourage la création de CDI et a pour effet d'exclure les populations les plus fragiles de l'emploi et en particulier de l'emploi stable. Quatrième paradoxe.

Cinquième exemple paradoxal, le système éducatif français, qui affiche des objectifs égalitaristes (à travers l'uniformisation des programmes et la sectorisation), crée pourtant de très fortes inégalités en faveur des mieux informés et de ceux dont les parents peuvent habiter les quartiers aisés, et au détriment des plus défavorisés. De même, l'absence des frais d'inscription à l'université et dans la plupart des grandes écoles bénéficie en premier lieu aux classes aisées. Nous ne prétendons bien sûr pas que la solution à ces problèmes est simple, mais il est possible d'envisager des études supérieures payantes pour les familles dont les revenus le permettent et de redistribuer une partie de ces recettes sous forme de bourses supplémentaires, comme l'a fait Sciences-Po.

La leçon de ces cinq exemples parmi tant d'autres similaires est double. D'une part, pour savoir si une politique publique est redistributive ou pas, il ne suffit pas d'analyser son histoire ni même de connaître les conditions

socio-économiques des publics qu'elle vise. Il faut aussi tenir compte de l'ensemble de ses conséquences : effets d'aubaine (ceux qui bénéficient d'une politique incitative mais qui auraient agi de la même façon en l'absence de cette politique, comme par exemple le cas d'un ménage qui aurait acheté même en l'absence d'un prêt à taux zéro), effets indirects (une telle politique de prêt à taux zéro peut modifier à la hausse les taux d'intérêt consentis par les banques), effets d'éviction (une telle politique peut entraîner une hausse des prix de l'immobilier qui rend l'accès plus difficile aux non-bénéficiaires), incidence fiscale (ceux qui bénéficient d'une subvention peuvent en fait la payer sous une autre forme, par une hausse des prix par exemple) ; la compréhension de ces concepts requiert des évaluations des politiques publiques indépendantes et professionnelles et devrait faire partie intégrante du cursus de base des futurs hauts fonctionnaires et de la formation professionnelle des élus. La seconde leçon est que tous les outils des politiques publiques doivent être mobilisés.

Renoncer à la politique de la concurrence parce qu'elle n'est «pas de gauche» conduit de facto à diminuer le pouvoir d'achat, et à écarter de l'activité économique des publics qu'il faudrait au contraire encourager, comme le montre bien l'exemple des taxis. Enfin, à force d'afficher des réticences vis-à-vis du contrôle des dépenses publiques, nous menaçons la pérennité même de notre système social : une diminution forte des dépenses de santé et d'éducation et la chute des retraites associées à des difficultés financières représenteraient de facto une rupture du pacte républicain.

Une politique progressiste du XXI^e siècle doit accepter que l'éducation, l'emploi et la santé soient au cœur de la politique publique et ne soient pas compromis par une méconnaissance des mécanismes économiques. Elle doit faire en sorte que l'Etat prenne toutes ses responsabilités là où les marchés sont défaillants (et seulement là) et protège les malchanceux. L'Etat doit établir les conditions d'une vraie égalité des chances, d'une concurrence saine, d'un système financier ne comptant pas sur des renflouements sur argent public, de la responsabilisation des acteurs économiques vis-à-vis de l'environnement (tarification du carbone), de la solidarité au niveau de la couverture santé, de la protection des salariés peu informés (sécurité au travail, droit à une formation de qualité), etc. Il doit accepter les initiatives de la nouvelle économie, transformant les structures économiques existantes et créant du pouvoir d'achat et des emplois, et renoncer aux entraves multiples favorisant la rente au détriment de l'innovation. C'est ainsi que des centaines de milliers de nouveaux emplois de qualité pourront émerger, que les finances publiques ne mettront pas en danger notre système social et l'indispensable solidarité sans laquelle notre société perd son âme, que le pouvoir d'achat sera amélioré, et que les inégalités diminueront.

Réinventons l'Etat social **Christophe Ramaux**

9 juin 2015 à
19:06

On n'entend parler que de l'entreprise qui serait la seule capable de créer des emplois, de faire reculer le chômage. Seulement voilà, nous sommes dans une économie dans laquelle l'Etat a un rôle central. Quand il abandonne ses missions, quand ses investissements se réduisent comme jamais, l'économie implose. Que faire ? Relancer un Etat qui se préoccupe d'environnement et s'attaque sérieusement à la crise du logement. Il n'est pas trop tard pour arrêter la course au moins disant social et fiscal en Europe.

Le dogmatisme a décidément changé de camp. François Hollande et Manuel Valls promeuvent ouvertement le libéralisme économique, d'où les deux priorités, cadeaux aux entreprises (CICE, «pacte de responsabilité»...) et réduction de la dépense publique. Cette politique de l'offre ne marche pas. Mais, le gouvernement s'acharne. La France s'enlise dans la stagnation : seulement 1% de croissance cumulée ces trois dernières années. Il y aura un léger mieux en 2015, mais uniquement grâce à la baisse de l'euro et du prix de l'énergie. En dépit des cadeaux aux entreprises, ni l'investissement ni l'emploi ne redémarrent.

Cela se comprend : pour embaucher, encore faut-il en avoir besoin, produire plus donc, ce qui présuppose l'espoir de vendre plus. La demande est motrice. Comment l'accroître ? La dépense publique, cette grande galeuse, est ici essentielle. Elle s'élève à 57% du PIB objectent les libéraux. So *what* peut-on leur répondre. Cela ne signifie aucunement qu'il ne reste que 43% pour le privé. La dépense publique (1 226 milliards en 2014), telle qu'elle est mesurée n'est aucunement une part du PIB. Calculée à son instar, la dépense privée s'élèverait à plus de 200%.

Que comprend la dépense publique ? Pour près de la moitié, elle est constituée de sommes prélevées, mais immédiatement reversées aux ménages, ce qui soutient grandement leurs dépenses auprès du privé. Il s'agit des prestations sociales en espèces pour 430 milliards (retraite surtout, allocation chômage et familiale, RSA lequel ne coûte que 10 milliards) et des transferts sociaux en nature marchands (128 milliards, dont le remboursement des médicaments et des consultations libérales, allocation logement).

L'autre volet renvoie à la valeur ajoutée par les fonctionnaires. Car, n'en déplaise aux libéraux, ceux-ci sont productifs et contribuent au PIB. Cela se retrouve en termes de consommation : celle de services publics individualisables (205 milliards pour l'éducation, l'hôpital, la culture...), et collectifs (182 milliards pour la police, la justice...). Au total, la dépense publique soutient la moitié de la consommation globale (1 700 milliards), laquelle représente 80% du PIB. Le reste relève de l'investissement (462 milliards) que le public assume directement à hauteur de 20%, sans compter son soutien (subventions, etc.) à celui des entreprises et des ménages.

A bien y réfléchir, nous ne vivons donc pas dans des économies de marché, mais dans des économies mixtes avec du marché et de l'intervention publique. Cela vaut pour tous les pays y compris ceux dits libéraux (la santé est plus socialiste au Royaume-Uni, le taux de scolarisation dans le public en primaire et secondaire est plus élevé aux Etats-Unis qu'en France).

A la suite des deux grandes dépressions des années 1880-1890 et des années 30, les sociétés sont parvenues à la conclusion que, si l'initiative privée a du bon, il est des missions qu'elle ne peut assumer, le plein-emploi, la stabilité financière, la satisfaction d'une série de besoins sociaux (santé, retraite, éducation...).

Le tout n'étant pas réductible aux parties, l'intérêt général aux jeux des intérêts particuliers, l'intervention publique est nécessaire. D'où l'Etat social et ses piliers : protection sociale (un tiers du revenu des ménages), services publics (30% des emplois), droit du travail et politiques économiques (budgétaire, monétaire, industrielle, des revenus...).

Le néolibéralisme, depuis la fin des années 70, a cherché à remettre en cause cet édifice. Il n'a tenu qu'au prix de l'envolée des dettes privées lesquelles ont imploré en 2008. A la suite de ce séisme, les Etats sont intervenus.

Mais sans remettre en cause le noyau dur du néolibéralisme (finance libéralisée, libre-échange, austérité salariale...).

Pire, l'Europe, dès 2010, a décidé de durcir un peu plus ce modèle failli, en optant pour l'austérité budgétaire et salariale. Le résultat est accablant : l'Europe est la grande malade de l'économie mondiale. Et les pays qui ont été le plus loin dans l'austérité (Grèce, Portugal, Espagne, Italie...) ont vu leur production s'effondrer de sorte qu'outre le chômage, leur dette publique elle-même s'est envolée (elle est calculée selon le PIB et, outre cet effet dénominateur massif, les recettes fiscales dépendent elles aussi du PIB).

Le néolibéralisme nous laisse un champ de ruines. Comment en sortir ? C'est ici que le bât blesse. Il ne semble pas y avoir d'alternative cohérente. Celle-ci est pourtant à portée de main. Elle passe avant toute chose par la réhabilitation de cette révolution largement impensée (le marxisme assimilant l'Etat à la classe dominante n'y est pas pour rien) qu'est l'Etat social.

Sa réinvention aussi afin de faire face à l'écologie, notre nouvelle frontière du XXI^e siècle. La réduction des émissions de gaz à effet de serre suppose des investissements publics massifs pour la rénovation thermique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables, des transports collectifs. La crise du logement aussi.

François Hollande et Manuel Valls multiplient les coups de menton sur ces deux sujets. Mais la vérité des chiffres est terrible : pour la première fois, l'investissement public a chuté de près de 6% un plongeon record (avec 1997) depuis la Seconde Guerre mondiale. L'Europe est devenue une camisole libérale parachevée par l'euro. Loin de contrer la mondialisation par lequel le capital cherche à dicter sa loi, elle ne laisse aux pays membres d'autres choix que la course au moins disant social et fiscal.

La France a lancé - avec la gauche libérale déjà - le mouvement en 1983. L'Allemagne a surenchéri depuis 2002. Elle accumule des excédents extérieurs équivalents à 7% de son PIB (deux fois plus que la Chine !). Le peuple grec, qui n'en peut plus, opte pour le changement : gauche et droite libérales réunies s'acharnent à l'asphyxier. Il est pourtant temps de changer.

Derniers ouvrages parus : «l'Etat social», Fayard, Mille et Une Nuits (2012) et coauteur du Nouveau Manifeste des Economistes atterrés (LLL, 2015).

Jeudi, le quatrième volet de notre série «C'est quoi une économie de gauche?», avec Brigitte Dormont, économiste à l'université Paris-Dauphine et Alain Trannoy, économiste à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Non, le marché n'est pas l'ennemi de la gauche

Alain Trannoy, Brigitte Dormont, Marc Fleurbaey

10 juin 2015 à
20:36

Le débat public révèle une grande confusion dans la définition d'une politique progressiste. Le label «de gauche» repose sur des critères qui mêlent objectifs affichés et instruments déployés. Or, pour sortir de la paralysie à gauche, il est fondamental de distinguer entre instruments et objectifs. Selon nous, une politique de gauche doit se définir par ses objectifs, et leur poursuite ne doit pas être entravée par des limites imposées sur les instruments utilisables. En particulier, des mécanismes de marché peuvent être des outils puissants au service des objectifs de la gauche.

S'agissant des objectifs, se limiter à la réduction des inégalités est un peu court. Centrale dans la définition d'une politique progressiste, la question des inégalités a été approfondie par les chercheurs qui s'intéressent à la justice sociale. A cet égard, il est impératif de distinguer les inégalités des chances et celles des résultats, et de se donner pour objectif la réduction de ces deux types d'inégalités. Les inégalités liées au genre doivent être combattues sous ces deux angles. Or, si l'idéal républicain méritocratique ne s'intéresse qu'à la réduction des inégalités des chances pour donner à chacun «sa chance dans la course», la gauche française se focalise trop sur les mécanismes de redistribution compensatoires des inégalités de revenu, sans s'intéresser aux mécanismes sociaux de construction de ces inégalités.

L'égalité des chances correspond à une situation où tous les jeunes seraient placés sur la même ligne de départ, quels que soient leur genre, leur couleur de peau ou leurs milieux sociaux. Cet objectif n'est réalisé dans aucune société contemporaine, sauf peut-être en Suède d'après certaines études. En revanche, la France est championne des inégalités scolaires qui deviennent des inégalités des chances à l'âge adulte. Une politique de gauche doit se donner cet objectif d'égalité des chances dans tous les domaines.

Toutefois, les inégalités qui résulteraient d'une émulation entre tous les membres d'une même génération peuvent être jugées choquantes par leur ampleur et les échecs subis par certains. Le hasard a aussi son rôle dans les trajectoires des individus. Il est donc aussi important de réduire les inégalités de résultats. Même si l'effort et le talent doivent être reconnus, une politique de gauche doit viser la cohésion sociale en limitant l'ampleur des inégalités de revenus et d'accès aux éléments de bien-être que sont la santé, le logement, le loisir, etc. La croissance doit aussi profiter à tous, y compris aux plus défavorisés. Enfin, au-delà de l'accès aux sources matérielles de bien-être, une politique de justice doit aussi chercher à instaurer des relations sociales offrant à tous un accès à la dignité, au contrôle de sa propre vie, et à la participation à la vie en société.

Poursuite de l'égalité des chances, réduction des inégalités de niveaux de vie, réduction de la pauvreté et croissance partagée, mais aussi égalisation des droits et des pouvoirs, nous semblent définir les objectifs d'une politique de gauche. Par contre, la définition des instruments pour atteindre ces objectifs doit être aussi large que possible.

La panoplie d'instruments doit comprendre les outils incitatifs dont dispose l'Etat, impôts ou subventions, dispositions réglementaires, etc. Par exemple, un relèvement de la progressivité de l'impôt sur le revenu permettant de financer une prime d'activité pour des travailleurs pauvres et un relèvement du revenu minimum fait partie des instruments dont il faut étudier l'efficacité pour remédier à une augmentation des inégalités comme celle que connaissent les Etats-Unis depuis les années 80. Mais, d'autres solutions sont à discuter comme l'ouverture du pouvoir de décision dans l'entreprise sur le partage des gains de productivité entre actionnaires, dirigeants et salariés.

Le marché concurrentiel doit-il être rejeté a priori ? La messe semble dite à gauche, tant le marché y a mauvaise presse. La réponse à apporter est plus subtile. En général, un marché concurrentiel permet de lutter contre les rentes de situation qui figent les inégalités des chances et brident les possibilités d'innovation. Mais cet outil puissant doit être mobilisé avec discernement. Par exemple, le «valeurueux entrepreneur schumpeterien» qui a

réussi à faire profiter les consommateurs d'une innovation technologique dans un premier temps peut ensuite se transformer en monopoleur, après avoir éliminé ses concurrents. Les pouvoirs publics doivent toujours veiller à ce que le marché reste ouvert, autrement dit «contestable». Il ne faut pas oublier que l'absence de dynamique concurrentielle en France nous coûte des points de croissance, une croissance nécessaire pour financer notre système de protection sociale.

Ce propos général se décline de façon précise dans de nombreux domaines. Comme l'introduction d'une quatrième licence de téléphonie mobile a fait baisser spectaculairement le prix des forfaits. Ne boudons pas notre plaisir, voilà un service moins cher en France qu'à l'étranger ! Tous les consommateurs sont gagnants mais surtout les jeunes, friands de ce type de service. Plus les personnes ont un revenu faible, plus la diminution du forfait représente un gain appréciable de pouvoir d'achat. Augmenter la pression concurrentielle a permis de dissiper la rente oligopolistique : tout ceci contribue à une réduction des inégalités de niveaux de vie.

Pour dominer le marché, encore faut-il se donner la peine de le comprendre. Le marché se venge des ignorants. Une politique de gauche doit être éclairée et non guidée par des a priori idéologiques, qui sont paralysants. On ne peut pas faire l'impasse sur la connaissance et la compréhension des mécanismes économiques et de ce qui a réussi dans d'autres pays. Pour être paradoxale, cette vérité n'en est pas moins essentielle : pour contreenir au laisser-faire il faut investir dans la connaissance des forces du marché. La classe politique dans une démocratie a un besoin vital d'être éclairée par la connaissance. C'est un pacte originel qu'elle ne devrait pas oublier.

Delatte : «L'Europe a besoin de la gauche pour sauver l'euro»

11 juin 2015 à
18:11

Après cinq longues années de crise et une augmentation du chômage au XXI^e siècle en Europe, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a enfin détecté un taux de croissance positif en France et dans les pays du sud de l'Europe au premier trimestre 2015. Depuis, au classement des dix éléments de langage préférés des défenseurs de l'austérité, figurent : «les années de sacrifice portent enfin leur fruit», «derniers efforts», «bout du tunnel».

Ah oui vraiment ? La reprise économique européenne est fragile : au rythme prévu par l'OFCE en France, il faudra attendre 2021 pour retrouver le taux de chômage d'avant- crise ! La faible croissance dépend de facteurs extérieurs qui peuvent se retourner à tout moment, le pétrole et l'euro ayant atteint des niveaux historiquement bas qui ne dureront donc vraisemblablement pas.

En réalité, après cinq années de gel des dépenses publiques, la France, comme le reste de l'Europe, souffre d'un déficit de demande et présente tous les signes d'un moteur en panne : la productivité baisse, le niveau d'éducation stagne, la classe moyenne peut de moins en moins consommer, partir en vacances, etc. Et les services publics sont fortement dégradés - à Francfort, où se trouve le siège de la Banque centrale européenne (BCE), l'obsolescence des infrastructures allemandes m'a frappée lors de mon dernier passage cet hiver !

Loin d'avoir relancé le moteur, les coupes budgétaires des programmes d'austérité ont entraîné nos pays dans un cercle vicieux : le chômage n'a cessé de croître, l'activité économique de reculer entraînant une augmentation des dettes privées comme publiques. Tant que la demande intérieure ne sera pas restaurée, les effets de politiques d'offre impulsée par le gouvernement ne prendront pas sérieusement.

Or, l'alternative à l'austérité, défendue par la France en début de crise, est inaudible dans la gouvernance européenne actuelle. La faute au processus politique européen qui repose sur un couple exécutif franco-allemand omnipotent et totalement déséquilibré : auréolée de son dynamisme économique, l'Allemagne impose au reste de l'Europe son modèle, la flexibilisation du marché du travail et la rigueur budgétaire.

Angela Merkel est indestructible, portée par 75% de soutien populaire dans son propre pays. Mais la crise économique depuis 2010 est bien la manifestation douloureuse d'une gouvernance dépassée. Nous sommes toujours en construction, il n'est pas trop tard pour sauver le processus démocratique en Europe en augmentant, une bonne fois pour toutes, l'influence des parlementaires. En l'absence d'opposition démocratique à l'austérité, la seule politique de relance au niveau européen est assurée par la Banque centrale européenne qui fait marcher la planche à billets à plein régime depuis le début de l'année.

A gauche toute la BCE ? Pas vraiment, vu les effets redistributifs de sa politique : ceux qui s'enrichissent le plus sont déjà les plus riches. On observe, depuis quelques mois, l'envolée des prix de l'immobilier de luxe à New York ou à Londres, où les très riches placent leur excès d'épargne en mal de rendement. Au total, la zone euro protège ses rentiers, et asphyxie ses contribuables : en l'absence de transferts fiscaux entre pays membres et sous l'égide d'un leader allemand, qui refuse la solidarité, sa survie depuis trois ans ne tient qu'à un fil - l'argent pas cher qui, faute de demande, ne favorise pas l'investissement productif, mais les bulles.

Il serait toutefois politiquement malhonnête de capituler, car il existe une vraie alternative de gauche et des marges de manœuvre pour l'opérer. Les taux de financement de la France n'ont jamais été aussi bas, et les titres financiers bénéficiant de la garantie européenne existent déjà. Il faut les exploiter au maximum pour financer des dépenses qui restaureront la demande.

En France, il est urgent de relancer le système des universités et la recherche pour garantir la hausse de la productivité des futures générations, et qu'elles restent compétitives face aux pays émergents ; investir dans les technologies de réduction de la consommation carbone de notre industrie, et répondre à l'enjeu climatique ;

renforcer le système de retraite par répartition pour décourager les plans privés de retraite qui gonflent les bulles. Enfin, il convient d'améliorer la participation des femmes au marché du travail pour augmenter le revenu moyen des ménages, et créer des emplois liés à la garde des enfants.

Plutôt qu'allonger sans cesse le délai de retour à l'équilibre budgétaire, délai qui a perdu toute crédibilité, il est urgent que la Commission européenne abandonne le «pacte de stabilité». [Enfin, comme le relayait Thomas Piketty dans *Libération* du 8 juin](#), il faut donner au Parlement une compétence budgétaire afin d'organiser des transferts fiscaux au sein de la zone euro des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres.

Aux Etats-Unis, une baisse d'un dollar de revenu dans un Etat est compensée par 40 centimes de transfert fiscal net. Nous avons besoin d'un mécanisme automatique semblable pour garder l'euro.

Au total, l'austérité a rongé la protection sociale et entraîné les pays fragiles dans la tourmente de la dette et la déflation. Sans alternative crédible à l'austérité, la confusion entre anti-austérité et anti-euro grandit chaque jour au profit des partis politiques extrêmes. L'Europe a besoin de la gauche pour maintenir l'euro dans sa configuration actuelle.

Sinon, ce sera l'exclusion progressive des pays fragilisés par des années d'austérité ; après la Grèce, à qui le tour ? L'Espagne ou le Portugal ? Miser actuellement sur la reprise économique serait une erreur de jugement et une faute politique. La gauche européenne a un rôle historique à jouer pour sauver la zone euro, et ne pas répéter l'erreur de l'acharnement dans l'austérité des années d'entre-deux-guerres. Sa mission est d'assurer la pérennité du projet politique européen et d'adresser les enjeux du régime de croissance à venir que sont le climat et la participation des femmes dans la société.

Elise Huillery et Julia Cagé : «Il faut arrêter d'opposer efficacité économique et équité»

14 juin 2015 à
18:36

Il est trop simpliste de qualifier de gauche une politique de la demande, et de droite une politique de l'offre. Plutôt que de montrer du doigt les délocalisations industrielles et de nous arc-bouter contre le fait que les capitaux vont s'investir ailleurs, misons sur l'éducation et la formation professionnelle. Protéger les employés plutôt que les emplois ? Les réponses d'Elise Huillery et Julia Cagé, économistes, professeures à Sciences-Po

Pour vous, c'est quoi une politique économique de gauche ?

Elise Huillery : C'est l'objectif recherché qui permet de tracer une frontière : pour la gauche, ce qui compte avant toute chose est la réduction des inégalités, en particulier, celles qui sont le fruit de la «chance», par la redistribution, l'éducation, la santé, la culture et l'information. Etre de gauche, c'est reconnaître que le succès des uns, comme les difficultés des autres ne sont pas que le fruit des efforts et du talent, mais aussi celui des circonstances passées et présentes.

Julia Cagé : L'égalité des chances est un socle auquel il faut ajouter la solidarité. En France, un nom, à consonance musulmane réduit fortement la probabilité de trouver un emploi toutes choses égales par ailleurs par rapport à un nom, «sonnant plus français». Et je veux faire le lien avec l'Europe. Nous sommes dans une vision moralisante : punir les mauvais élèves, les faire souffrir sur une, deux ou trois générations, leur taper sur les doigts, ils retiendront mieux la leçon. Quelle erreur ! En Europe, une politique de gauche, c'est une politique de solidarité. Oui, les Grecs ont une part de responsabilité dans ce qui arrive, mais il faut quand même accepter de mettre en commun les dettes.

Une politique d'offre est-elle de droite ?

E. H. : Il faut tordre le cou à cette caricature. Il est simpliste de dire qu'une politique d'offre, c'est des cadeaux aux patrons et «de droite», tandis qu'une politique de la demande, c'est aider les consommateurs et «de gauche». Ça n'a aucun sens, car, en réalité, ces deux côtés se rejoignent dans un même objectif, l'emploi, qui est le problème crucial. On peut booster la consommation des ménages pour créer un appel d'air envers les entreprises, qui vont alors embaucher, ou aider les entreprises à reconstituer leurs marges pour qu'elles investissent, et créent des emplois. Il faut être pragmatique, il n'y a pas à opposer les deux. Parfois, agir sur la demande est le moyen efficace pour créer des emplois ; parfois, c'est agir sur l'offre, tout dépend de la cause du blocage.

J. C. : Quand on évoque les bienfaits d'une politique de l'offre, c'est souvent que l'on considère que les entreprises sont mobiles - elles délocalisent leurs usines là où la main-d'œuvre est moins chère - et qu'il ne faut donc pas les taxer. On fait ainsi une concurrence fiscale effrénée à l'intérieur même de l'Europe, un jeu à somme négative pour tous les pays européens. Dans le même temps, les politiques de demande sont perçues comme inefficaces, car il ne sert à rien de faire des cadeaux fiscaux aux salariés, qui sont des facteurs immobiles : autant en profiter pour les taxer davantage. Là, oui, il y a un réel clivage gauche-droite. Une politique de gauche, ce n'est pas une politique qui favorise les facteurs mobiles au détriment des facteurs immobiles. C'est une politique qui prend de front le problème fiscal européen, et qui va renégocier les traités européens. Ça n'est pas sortir de l'euro et fermer les frontières comme le propose le FN, mais aller convaincre notre partenaire allemand, et ensuite nos autres partenaires, d'adopter une politique fiscale commune, notamment sur les sociétés.

Peut-on préserver une Sécu dans le cadre de la mondialisation ? Un salaire minimum ?

J. C. : Ces questions appellent elles aussi une convergence au niveau européen. Un pas a été fait en Allemagne avec l'instauration d'un salaire minimum, il faut aller plus loin.

La réduction des dépenses publiques met-elle tout le monde d'accord ?

E. H. : Je ne partage pas le point de vue assez courant à gauche que l'on ne peut pas toucher aux dépenses publiques. Une politique de gauche doit assumer le fait que la dépense publique doit être efficace et atteindre des objectifs identifiés.

J. C. : En attendant, dans certaines universités, les professeurs n'ont pas un rétroprojecteur par amphi ! Certes, on ne peut pas dire qu'il faut toujours dépenser plus, mais il faut dépenser plus sur l'université, la recherche et la culture, en particulier l'audiovisuel public.

E. H. : Précisément. Mais le débat doit porter sur l'efficacité de la dépense publique, et non se limiter à la question du volume. Car l'objectif final doit être : aide-t-on les plus défavorisés, limite-t-on les effets de contexte et l'injustice sociale ?

D'ici deux ans, quelle politique économique de gauche doit être engagée ?

E. H. : Un investissement massif sur l'éducation et la formation professionnelle. Plutôt que de montrer du doigt les délocalisations industrielles, et de nous arc-bouter contre le fait que les capitaux vont s'investir ailleurs, investissons massivement pour que les jeunes soient créatifs et compétents, et pour que les victimes à court terme des délocalisations puissent se former et retrouver un travail.

J. C. : On peut résumer cet objectif avec une formule simple : protéger les employés plutôt que les emplois. On a évoqué la flexisécurité à la mode danoise, c'est une piste à explorer.

E. H. : Il faut arrêter d'opposer efficacité économique et équité. Le choix n'est pas entre accroître la taille du gâteau d'un côté, et se soucier que chacun dispose d'une part décente de l'autre. Ça va ensemble. Un système éducatif public de grande qualité permet l'un et l'autre, améliorer les conditions de crédit, offerts aux petits entrepreneurs, aussi. Les rentes, l'information se trouvent du côté des plus favorisés donc limiter ces rentes et démocratiser l'information améliorent à la fois l'efficacité et l'équité.

J. C. : Une question comme celle du contrat de travail unique doit être examinée à la lumière de l'objectif poursuivi. C'est la gauche qui doit réformer le contrat de travail, avec un CDI unique, plus de flexibilité sur les licenciements, et en échange un droit à la formation et à des allocations chômage plus généreuses. Si c'est la droite qui fait cette réforme, je ne suis pas sûre que les salariés y gagnent, et on aura un CDD unique.

C'est quoi une politique économique de gauche ?

Elise Huillery: Il faut commencer par tordre le coup à ce qui apparaît souvent comme une évidence, ce ne sont pas les moyens mis en œuvre qui déterminent une politique économique de gauche par opposition à une politique de droite. Il est simpliste de dire qu'une politique de l'offre est une politique de droite ou qu'une politique de la demande est une politique de gauche. C'est l'objectif recherché qui permet de tracer une frontière, et pour la gauche ce qui compte avant toute chose est la réduction des inégalités. Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas des différences de talents, de capacité, mais la préoccupation première d'une politique économique de gauche est la réduction de ces inégalités par la redistribution, l'éducation, la formation, l'accès à la santé, à la culture et à l'information. Et cela, à tous les âges de la vie. Qu'il existe par exemple des différences de rémunération liées aux efforts consentis et au talent, soit, mais chacun doit avoir sa chance, c'est une question de justice sociale.

Julia Cagé : L'égalité des chances est un socle, auquel il faut ajouter la solidarité. Cela veut dire qu'il faut faire plus pour compenser des discriminations liées à l'origine. On sait qu'en France qu'en on a un nom à consonnance arabe on a moins de chance de trouver un emploi. L'égalité des chances homme/femmes ne suffit pas. L'égalité de traitement entre les générations ne suffit pas. L'Etat doit intervenir pour qu'une redistribution

s'opère en allant au delà d'une égalité formelle. Et je veux faire le lien avec l'Europe. Nous sommes aujourd'hui dans une vision moralisante. Il faut punir les mauvais élèves du sud de l'Europe. Ils vont souffrir sur une, deux ou trois générations. Ils ne s'en sortiront pas, c'est pas grave... On va leur taper sur les doigts. En Europe, une politique de gauche c'est une politique de solidarité. Oui, les Grecs ont une part de responsabilité dans ce qui arrive, mais il faut admettre de mettre en commun les dettes.

Une politique de l'offre ça n'est pas nécessairement une politique de droite et, inversement, une politique de la demande n'est pas inéluctablement de gauche?

Elise Huillery : On ne peut pas tracer une frontière en ces termes. La caricature revient à dire on fait des cadeaux aux patrons ou aux actionnaires quand on aide l'entreprise, quand de l'autre côté une politique de la demande serait une aide apportée aux salariés et donc aux consommateurs. Ça n'a strictement aucun sens. Si on pense à l'emploi, et c'est bien le problème crucial aujourd'hui. On peut tout aussi bien faire en sorte que les ménages consomment ce qui va se traduire par un appel d'air pour les entreprises qui vont pouvoir embaucher pour satisfaire la demande. C'est vrai mais, aider les entreprises à reconstituer leurs marges pour investir et embaucher pour satisfaire un marché qui est aujourd'hui mondial, c'est aussi un moyen de créer des emplois. Il faut être pragmatique, il n'y a pas à opposé les deux, un coup la demande est un moyen efficace, un coup c'est l'offre.

Julia Cagé: Il faut mettre les points sur les i, sur cette histoire de l'offre et de la demande. Quand on évoque une politique de l'offre on considère que les entreprises sont mobiles, qu'elles vont choisir tel ou tel pays pour des raisons fiscales, ou qu'elles vont délocaliser leurs usines parce que la main d'œuvre est moins cher à tel ou tel endroit. Et donc on va faire une politique de l'offre, donc on va avoir un système fiscal à somme négative pour les grands groupes en Europe. De l'autre côté, on se dit qu'il n'est pas besoin de s'adresser aux salariés qui sont des facteurs immobiles, ils ne bougeront pas, ça n'est pas la peine de les aider. Sauf évidemment les très riches, eux il faut les favoriser parce que sinon, ils vont aller s'installer à Bruxelles. Là, oui il y a un clivage gauche/droite. C'est ce que les gens ont en tête quand ils défendent une politique de l'offre. La vérité c'est que l'on a créé en Europe un contexte fiscal européen qui engendre cette situation.

Peut-on avoir une politique de gauche en France, alors que nous sommes dans un contexte européen?

Julia Cagé : Avoir une politique de gauche en France, c'est être un gouvernement courageux qui va renégocier les traités européens. Ça n'est pas de sortir de l'euro et de fermer les frontières comme le propose le FN, c'est d'aller convaincre notre partenaire allemand, et ensuite nos autres partenaires d'adopter une politique fiscale européenne applicable aux sociétés. On ne peut pas dire: il n'est plus possible d'avoir une politique de gauche parce qu'on est en Europe, on est dans le monde.

Elise Huillery: Avoir une politique de gauche c'est d'avoir une politique fiscale et une politique redistributive européenne. Il faut dans ces domaines monter d'un échelon. On a un échelon local, un échelon national, il faut avoir un échelon européen, voire à terme, un échelon mondial. Je ne sais pas si c'est de gauche ou de droite de prendre en compte les questions environnementales, mais tout le monde comprend que c'est au niveau mondial que doit se mettre en place une fiscalité redistributive écologique.

Julia Cagé: pour la fiscalité des personnes le bon niveau est national, il est européen pour la fiscalité des entreprises et mondial quand on regarde les questions environnementales.

Elise Huillery: Il n'y a pas d'obstacle insurmontable à avoir une politique de gauche en France, dans un contexte européen et mondial.

Julia Cagé : Il faut mener le débat au bon niveau.

L'efficacité économique est le fondement de la mondialisation et l'efficacité économique nous impose le libéralisme comme ligne de conduite...

Julia Cagé: On va entendre que la mondialisation nous impose d'accepter des salaires très élevés pour

quelques grands patrons et surtout il ne faut pas les taxer trop lourdement, sinon ils vont partir à l'autre bout du monde, ils vont travailler pour des entreprises américaines, c'est une fumisterie. C'est normal qu'il y est des différences de salaires qui s'appuient sur des compétences particulières et des efforts. Mais ça n'est pas parce que nous sommes dans une économie ouverte que l'on doit accepter des différences de salaires démesurées. Peut-on préserver une Sécurité sociale dans le cadre de la mondialisation? C'est une question qui doit se poser au niveau européen. La question du salaire minimum doit devenir une question européenne. La France a un salaire minimum relativement élevé, donc l'économie est moins compétitive oui. Oui, nous sommes moins compétitif que les chinois et on ne sera jamais aussi compétitif que les chinois...

Elise Huillery : Quoique les salaires des ouvriers chinois grimpent très vite...

Julia Cagé: C'est vrai mais regardons les choses dans l'autre sens on ne va pas diminuer les salaires français pour les mettre au niveau des salaires chinois. Que peut-on faire? Avoir une politique européenne de gestion des salaires minimums qui convergent. Un pas a été fait en Allemagne, il faut aller plus loin.

Elise Huillery: Il faut arrêter d'opposer efficience économique et équité. En réalité ça va ensemble. Le choix n'est pas d'accroître la taille du gâteau, soit je bascule du côté de l'équité et je me soucie essentiellement que chacun dispose de la part du gâteau qui lui revient. L'un va avec l'autre. Pour avoir la taille maximum du gâteau il faut que l'on organise des marché compétitifs, vont de pair avec des politiques qui vise l'équité. Un système éducatif de grande qualité permet l'un et l'autre.

Julia Cagé: Tony Atkinson qui n'est pas à proprement parlé un révolutionnaire propose... un prélèvement sur les très hauts salaires pour allouer un pécule de ...

pour permettre aux jeunes issus des classes populaires.

La réduction des dépenses publiques met-elle tout le monde d'accord?

Elise Huillerie: Je ne partage pas le point de vue généralement partagé par la gauche que l'on ne peut pas toucher aux effectifs de la fonction publique. A mon sens une politique de gauche doit assumer le fait d'une dépense publique doit être efficace et atteindre des objectifs identifiés. Tous les emplois dans la fonction publique sont-ils efficaces? On peut augmenter la dépense publique en se posant la question de sa réallocation.

Julia Cagé: En attendant dans certaines universités les professeurs n'ont pas un rétroprojecteur par amphithéâtre. Ils doivent le réserver plusieurs semaines à l'avance et parfois il vont devoir s'en passer.

Elise Huillery: Précisément. Quand pose la question de la dépense publique on doit se poser la question de son volume et celle de son efficacité. Quand on met sur la table la question du statut des agents de la fonction publique ont forcément de droite? Je ne le crois pas.

Nous sommes en déflation est-ce le moment pour l'Etat de reprendre la main?

Julia Cagé : Il y a une politique qui ne fonctionne plus, c'est celle appliquée au Japon qui consiste à faire fonctionner la planche à billet. On a beau imprimer, imprimer ça ne sert à rien. Ça crée des bulles spéculatives. C'est la grenouille qui veut se faire grosse que le bœuf et qui finit par éclater. On est dans cette situation avec la politique de taux historiquement bas pratiqués par la Banque centrale européenne. La seule manière d'en sortir est d'augmenter les salaires. L'objection va être : si on augmente le Smic on va réduire la compétitivité des entreprises. Il est possible d'augmenter les revenus de la fonction publique, en acceptant une augmentation de la dépenses publiques qui peut seule permettre de sortir de la déflation.

Elise Huillery : La difficulté est de savoir ce que les agents économiques anticipent. Ils peuvent épargner leur augmentation de salaires, en se disant les prix vont baisser, j'ai donc intérêt à attendre...

Julia Cagé : Je ne parle pas de la haute fonction publique.

Elise Huillery : Alors il faut cibler les augmentations sur ceux qui vont avoir une consommation

contrainte, en faisant la pari qu'il n'y aura pas une hausse de l'épargne de hausse de précaution.

Qu'est-ce qui n'a pas été fait et qui aurait permis d'engager une politique économique de gauche?

Elise Huillery : Là, il y avait un chantier à engager sur la fiscalité des personnes physiques.

Julia Cagé : Oui, le prélèvement à la source.

Elise Huillery : Une clarification, une simplification des prélèvements, il y avait à engager une révolution fiscale. Ça n'a pas été fait. Après, il y a un incestissement massif sur l'éducation et sur la formation professionnelle. Plutôt que de montrer du doigt les délocalisations industrielles que l'on considère comme un mal en soit. Arrêtons de nous arc-bouter contre le fait que les capitaux sont mobiles et vous s'investir ailleurs, mais il faut investir massivement pour que les victimes des délocalisations puissent se former et retrouver un travail.

Julia Cagé: on peut résumer cet objectifs d'une formule, ça veut dire protéger les employés plutôt que les emplois. On a évoqué la flexisécurité à la mode danoise, c'est une piste à explorer.

La remise en cause du contrat de travail c'est de droite ou de gauche?

Julia Cagé : C'est typiquement la question qui doit être examinée à la lumière de l'objectif poursuivi. Aller vers un contrat unique, j'entends un CDI unique avec plus de flexibilité sur les licenciements qu'il n'en existe aujourd'hui, mais avec en échange un droit à la formation. Par parenthèse il serait préférable de la faire sous la gauche, parce que si c'est la droite qui le fait je ne suis pas sûr que les salariés y gagnent et on aura un CDD unique, c'est à la gauche de faire le contrat unique.

Karine Berger : «On ne peut pas passer notre temps à donner raison au Medef»

15 juin 2015 à
21:06

Philippe DOUROUX et Rachid LAÏRECHE



Karine Berger, en février, à l'Assemblée. (Charles Platiau. Reuters)

L'économie de marché est un fait admis par le PS depuis longtemps, mais l'Etat doit jouer son rôle pour protéger les plus faibles.

L'économie de marché est un fait admis par le PS depuis longtemps, mais l'Etat doit jouer son rôle pour protéger les plus faibles. Certes, les traités européens entraînent cette libéralisation, mais le cœur de la politique de régulation demeure dans les mains des gouvernements nationaux ! Entretien avec la députée PS Karine Berger.

La loi Macron doit être adoptée définitivement ce mardi par l'Assemblée nationale : pourquoi sommes-nous en pleine confusion ?

Le débat se focalise sur libéralisme et antilibéralisme. La gauche, en défendant la régulation et la protection, s'oppose au libéralisme économique. C'est vrai historiquement, et particulièrement dans la période récente, alors que la pression libérale est beaucoup plus forte que par le passé en France. La confusion naît du fait que quelques décisions - pas la majorité - prises récemment vont dans le sens du libéralisme économique : quand on accepte la défiscalisation des grands événements sportifs pour obtenir l'organisation de l'Euro 2016 de football, on adopte une logique libérale qui veut que toute forme de fiscalisation, et donc de régulation, s'oppose à l'activité économique. Ou quand, au sein de la loi Macron, un article réduit massivement les impôts sur les actions gratuites et que le ministre précise que c'est pour les dirigeants de grands groupes.

Ça n'est pas nouveau ?

Il y a eu un premier brouillage avec la construction européenne, c'était entre 1986 et 1991. Les traités européens entraînaient cette libéralisation. Mais le cœur de la politique de régulation demeure dans les mains des gouvernements nationaux. En 1998, quand Dominique Strauss-Kahn interdit le rachat d'Orangina par Pepsi-Cola, il fait de la régulation de gauche. L'apparition des idées libérales, c'est-à-dire le renoncement des impératifs de régulation et de protection, credo du groupe de Gérard Collomb et Jean-Marie Le Guen, est une nouveauté au sein du PS. L'Europe est invoquée pour expliquer la dérive libérale. Le PS y serait amené ou contraint parce qu'il est au pouvoir. Mais Bruxelles n'a jamais demandé de réduire les impôts sur les événements sportifs internationaux ou sur les actions gratuites. Ça n'a rien à voir avec les règles européennes.

Peut-on être de gauche et admettre la logique du marché ?

Le PS a mis dans sa charte qu'il reconnaît l'économie de marché. Mais personne ne dit que le marché est pur et parfait. La frontière entre le libéralisme et la gauche est tout entière là. Le libéralisme refuse idéologiquement l'intervention de l'Etat sur les marchés. La gauche défend l'idée que les marchés ne peuvent fonctionner que par l'intervention de l'Etat, car la jungle, sans règles, finit par s'autodétruire, comme on l'a vu en 2008. Keynes ne disait pas autre chose, à savoir que l'intervention de la puissance publique est nécessaire quand précisément le marché ne fonctionne plus.

Que faut-il faire pour revenir à une politique économique de gauche ?

Remettre la régulation au cœur de nos décisions. Cela signifie, entre autres, rétablir un dialogue social équilibré. On ne peut pas passer notre temps à donner raison au Medef. L'Etat doit intervenir pour ne pas laisser le plus fort l'emporter, par exemple en protégeant les droits liés à la propriété industrielle des PME. C'est de la régulation moderne. Même les plus libéraux des économistes admettent que le marché ne se résume pas à la loi du plus fort. La mondialisation ne nous condamne pas à l'inaction. Entre la fermeture des frontières de la France que propose le Front national, qui est une absurdité économique, et ne rien faire, subir tous les diktats libéraux, il y a beaucoup de place. Il y a le socialisme.

Concrètement ça se traduit comment ?

Refondre le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), dont le principe est libéral : face à la concurrence, la baisse du prix du travail est plus importante que la nécessité de financer la Sécurité sociale. Nous proposons à la Fabrique [la Fabrique socialiste, motion D, qui vise à construire un nouveau Parti socialiste, exemplaire, paritaire et renouvelé, ndlr] de cibler les aides du CICE sur les entreprises qui sont véritablement menacées par la violence de la mondialisation, c'est-à-dire les PME et les ETI [*entreprises de taille intermédiaire*]. Et aussi lutter contre la déflation. L'histoire bégaye, car c'est cette question de la déflation qui a opposé les keynésiens et les libéraux. Keynes dit que pour sortir d'une nasse déflationniste, la puissance publique doit intervenir via des investissements publics, une politique monétaire interventionniste, une régulation de la finance. Et n'en déplaise à ceux qui conspuent Keynes, y compris dans nos rangs, ni lui ni Roosevelt ne parlent de relance de la consommation. La collectivité se doit d'intervenir pour rétablir un fonctionnement correct des marchés qui sont en train de s'asphyxier. C'est le moment de reprendre la main pour les Etats, en arrêtant de réduire les dotations aux collectivités locales ou en obligeant rapidement le plan Juncker à faire porter les premières tranches de risque des investissements d'infrastructure sur le public et non sur le privé.

Et sortir de la règle d'or ?

Mais si nous entrons en déflation, nous n'atteindrons jamais les 3 % de PIB de déficit public !

La politique de l'offre, c'est de droite et celle de la demande, de gauche ?

C'est faux. L'Etat mène à la fois une politique de l'offre et une politique de la demande. A vrai dire, opposer l'offre à la demande n'a aucun sens. En revanche, opposer le libéralisme et l'Etat a beaucoup de sens. L'Etat n'intervient pas contre les marchés, il intervient pour sauver, sauvegarder le bon fonctionnement des marchés contre la déstabilisation que constitue le libéralisme.

La grande réforme fiscale verra-t-elle le jour ?

Le débat sur le prélèvement à la source cache une question de justice fiscale importante : veut-on poursuivre avec un impôt conjugalisé, qui additionne les revenus des membres du foyer, ou pas ? En France, la fiscalité redistributive se fonde sur le foyer fiscal. C'est la jurisprudence constante du Conseil constitutionnel. Qui dit progressivité de l'impôt dit impossibilité d'individualiser. La CSG est individuelle, le salaire est individuel, mais l'impôt sur le revenu s'appuie sur le foyer. Le big-bang fiscal passe par une individualisation de la charge fiscale ou alors revient à englober dans l'impôt sur le revenu par foyer tous les impôts personnels.

Le Front national propose des mesures que la gauche pourrait avancer...

Parler d'une politique de gauche en évoquant le FN est inacceptable. Ils proposent de fermer les frontières aux marchandises et aux hommes ! Et de faire le tri entre les Français et les étrangers. C'est le contraire de la gauche, celle qui protège chaque individu et l'aide à s'émanciper.